

CAHIER DE TENDANCES

2021

LES PERSONNES, LES OBJETS, LES LIEUX
ET LES IDÉES QUI VONT TOUT CHANGER

coordonné par **Jean-Marie Durand** et **Thierry Germain**



CAHIER DE TENDANCES 2021

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube
et [Fondation Jean-Jaurès](#), 2021
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4288-1

CAHIER DE TENDANCES 2021

Ouvrage coordonné par
Jean-Marie Durand et Thierry Germain

*éditions de l'aube
fondation jean-jaurès*

SOMMAIRE

LE SOI ET LE SOIN	7		
<i>Jean-Marie Durand, Thierry Germain</i>			
ART		DÉSOMBÉISSANCE	65
CORRECT	13	<i>Manuel Cervera-Marzal</i>	
<i>Jean-Marie Durand</i>		DIPLOMATIE FÉMINISTE ...	70
BOOMERANG		<i>Juliette Clavière</i>	
(GÉNÉRATION)	18	FREEDOM	76
<i>Elena Scappaticci</i>		<i>Ludivine Gilli</i>	
CHAISE		FUTUROLOGIE	82
PLIANTE	24	<i>Fanny Parise</i>	
<i>Jérémie Peltier</i>		GÉOMIMÉTISME	90
COMLOTISME	30	<i>Pierre Gilbert</i>	
<i>Eva Illouz Samuel Leenhardt</i>		GRAND EST	95
COUR		<i>Laurent Petitmangin</i>	
D'ÉCOLE	39	LIENS FAIBLES	100
<i>Johanna Dagorn</i>		<i>Sandra Laugier</i>	
COUTEAU	46	LIEUX	
<i>Cyrille Bret</i>		INFINIS	106
CUSTOMISATION	51	<i>Nicolas Détrie</i>	
<i>Guénaëlle Gault</i>		NOTATION	111
DÉFIANCE SCIENTIFIQUE	56	<i>Suzanne Gorge</i>	
<i>Guillaume Lecointre</i>		OBJETS CONNECTÉS.....	116
		<i>Laurence Devillers</i>	

ONE HEALTH.....	122	STATIONS	
<i>Dominique Potier</i>		DE SKI.....	164
PATRIARCAT	127	<i>Samuel Jequier</i>	
<i>Amandine Clavaud</i>		STOCKS.....	169
PERMAFROST	133	<i>Gilles Finchelstein</i>	
<i>Christian de Perthuis</i>		SYSTÈME	
PEUPLES		TECHNICIEN	175
AUTOCHTONES	140	<i>Quentin Laurens</i>	
<i>Fanny Parisé</i>		TOUSANTICOVID	181
SANS CONTACT.....	147	<i>Ariel Kyrrou</i>	
<i>François Saltiel</i>		UNIVERSALISME	188
SOLIDARISME.....	153	<i>Corine Pelluchon</i>	
<i>Timothée Duverger</i>		VIVANT	193
SOUVERAINETÉ	158	<i>Renaud Hétier</i>	
<i>Chloé Ridel</i>		<i>Nathanaël Wallenhorst</i>	
		ZOOM TOWNS.....	200
		<i>Magali Talandier</i>	

LE SOI ET LE SOIN

JEAN-MARIE DURAND

Journaliste

THIERRY GERMAIN

Expert associé à la Fondation

Jean-Jaurès

C'EST LA TENDANCE QUI EST TENDANCE

Rien n'est tendance aujourd'hui, sinon l'idée même de l'impossibilité à l'être ou à le devenir. Ce qui s'annonce a moins le goût exaltant d'une promesse que celui, amer, d'une menace. Si rien ni personne ne peut plus se permettre d'afficher sa prétention à habiter le monde des « tendances », c'est bien parce que celles-ci ont toutes disparu dans la nature, comme les lucioles, décrites en 1975 par Pier Paolo Pasolini dans un élan mélancolique et colérique. La nature – à la fois du vivant, du social, du politique, de l'économique, du technique, de l'éthique... – a été détruite jusqu'à un certain point de non-retour. Le retour à la normale n'est-il d'ailleurs pas précisément un problème? Car si beaucoup espèrent revivre comme avant, ils oublient de considérer que cet « avant » constitue en l'occurrence la source première de nos étouffements. En plus de susciter la panique dans le monde entier avec un virus incontrôlable, la crise liée au Covid-19 a surtout révélé au grand jour des failles anciennes. L'effet de rupture éprouvé concrètement dans nos modes d'existence à cause de la crise sanitaire n'a fait que mettre en lumière, en les radicalisant, des fragilités sociales et politiques structurelles. La propagation du virus n'a été rendue possible qu'à la mesure d'infrastructures mises en place depuis des décennies. L'anthropologue Philippe Descola soulignait à quel point ce que nous vivons aujourd'hui est moins le fait d'un virus isolé que la conséquence de l'organisation des valeurs de

nos sociétés. « Ce fait social total que nous vivons combine la multiplication des échanges, les atteintes à la biodiversité et la persistance des inégalités¹ », disait-il durant le confinement.

Le rédacteur en chef de la revue scientifique *The Lancet*, Richard Horton, estimait à ce propos que l'épidémie de Covid-19 n'était pas une « pandémie » mais bien une « syndémie »², c'est-à-dire une maladie causée par un système social et économique global. Ce qui fait dire à la philosophe Barbara Stiegler que, si nous ne vivons pas une pandémie, vous vivons bien « en Pandémie »³, nous obligeant à inventer de nouvelles formes de vie : ces formes dont une majorité d'intellectuels et chercheurs, aspirés par la perspective du fameux « monde d'après », se sont donné pour tâche de penser.

La profusion des idées circulant dans l'espace intellectuel et médiatique depuis un an a révélé qu'une révolution de la pensée politique était en cours; celle-ci, espérait Philippe Descola, pourrait même être « d'une même ampleur que celle réalisée par la philosophie des Lumières, puis par les penseurs du socialisme ». Quand bien même certains se demandent encore pourquoi imaginer un monde d'après alors même que nous ne sommes pas capables de comprendre celui de maintenant. Il est vrai que cette littérature sur le « monde d'après » bute sur un tropisme idéaliste un peu naïf. Un an après l'irruption du virus, il est frappant de mesurer que la rupture avec l'ancien monde se fait toujours attendre, et que, malheureusement, on peut craindre un durcissement des pouvoirs dominants.

Qualifiée de « pire » de l'histoire par le magazine *Time*, l'année 2020 a donc plombé les esprits et les corps, jusqu'à faire basculer dans le credo catastrophiste les citoyens les plus sereins. La philosophe Claire Marin rappelait que la maladie s'était immiscée dans nos vies à la faveur de l'épidémie, jusque dans « nos gestes, nos habitudes et

1. Nicolas Truong, « Philippe Descola, "Nous sommes devenus des virus pour la planète" », *Le Monde*, 20 mai 2020.

2. Richard Horton, « Offline: Covid-19 is not a Pandemic », *The Lancet*, 26 septembre 2020.

3. Barbara Stiegler, *De la démocratie en Pandémie. Santé, recherche, éducation*, Paris, Gallimard, coll. « Tracts », n° 23, janvier 2021.

notre imaginaire » ; de telle sorte qu'elle est « le nom d'une nouvelle inquiétude contemporaine »¹.

Recouvert par cette couche d'inquiétude, le concept de « tendance » semble donc indécent, car il postule que les mouvements de la vie sont encore possibles, alors même qu'ils ont été entravés comme jamais par l'épidémie de Covid-19 et par l'expérience lourde du confinement. Lucide sur l'effet de rupture radical de ce moment historique, le philosophe Bruno Latour le remarquait ainsi dans son essai *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres*, paru en début d'année : « Il faut tout réinventer à nouveau, le droit, la politique, les arts, l'architecture, les villes, mais chose plus étrange encore, il faut aussi réinventer le mouvement même, le vecteur de nos actions. Non plus aller de l'avant dans l'infini, mais apprendre à reculer, à déboîter, devant le fini. » Et Latour de préciser, comme une invitation à revoir et repenser nos réflexes fondamentaux : « C'est d'aller toujours de l'avant qui nous enferme, et c'est d'apprendre à reculer qui nous déconfiner. »

À LA POURSUITE DES SIGNAUX FAIBLES

À défaut de tendances, ce sont donc des mouvements de basse intensité, qu'ils soient sociaux, politiques, économiques, moraux, scientifiques, techniques ou culturels, que ce cahier voudrait consigner : des mouvements discrets qui assument la pratique du recul et du déboîtement, de l'écart avec les normes dominantes imposées par un modèle néo-libéral en bout de course, même si beaucoup d'économistes croient encore en sa résilience. À côté d'autres signaux forts, aux effets prévisibles, ces signaux faibles dessinent les contours de dynamiques sociales en devenir, et préfigurent un modèle possible de nouvelle société.

Il se trouve qu'avec le Covid-19 l'irruption d'une conscience planétaire, liée à l'évidence d'une transformation nécessaire de nos modes d'existence, a généré des idées tous azimuts. Conversion écologique de l'économie, révolution fiscale, domestication des marchés

1. Nicolas Truong, « Claire Marin : "Il va falloir peut-être admettre que 2020 nous prépare douloureusement à l'idée de devoir vivre autrement" », *Le Monde*, 27 décembre 2020.

financiers, refonte des institutions démocratiques... : les chantiers nombreux sont à la mesure des périls qui nous guettent. Comme le remarquait Latour, l'invitation à repenser nos sociétés dans leur globalité fonctionnelle et de calmer leurs ardeurs consuméristes, productivistes, capitalistiques... est « une autre manière de s'émanciper ». En plus de nous étouffer, le confinement nous au moins appris une chose : comprendre qu'il pouvait servir de préparation, voire de répétition générale, « pour quand nous serons de nouveau confinés par une autre panique devant une autre menace ».

En proposant une cartographie éclatée de ces indices et de ces signaux, comme on pêcherait des idées dans un magasin de concepts en vrac, il ne s'agit pas moins de suggérer qu'un autre monde est encore possible. Mieux, qu'il existe déjà, lorsque l'on fait l'effort d'y prêter attention, de documenter les espaces, les élans, les objets, les valeurs, les techniques qui s'immiscent dans les interstices d'une crise mondiale plombante. Tous ces mouvements se croisent, se percutent, s'entremêlent, quand bien même ils peuvent sembler parfois très éloignés les uns des autres. Car rien ne se joue plus de manière autonome dans les espaces sociaux mondiaux. Le « séparatisme » des objets et des idées n'a plus de sens aujourd'hui : c'est l'interdépendance des faits, des pensées, des objets, des mobilisations sociales, qui définit le nouvel ordre mondial. Désordonné en apparence, anarchique dans les formes mêmes de ses apparitions, brutal dans les secousses qui s'y déploient, ce monde s'inquiète lui-même de tout

ce qui le traverse. Mais, dans une tension créatrice, il se rassure parfois de ce qu'il sait aussi promettre. À tous ces allers-retours entre décomposition et progrès, ce cahier sera ainsi attentif : aussi les grands mouvements politiques structuraux – les nouveaux visages du terrorisme, la crise de l'universalisme, l'essor de la désobéissance civile,

la lutte contre le patriarcat, le retour du solidarisme, le souci de la coopération et de l'entraide... – que les déplacements politiques plus discrets et sensibles –, la force des liens faibles dans la structuration des liens sociaux, la société sans contact, les élans brisés des jeunes générations, la diplomatie féministe –, mais aussi les émergences



**C'est l'interdépendance
des faits, des pensées,
des objets, des mobilisations
sociales, qui définit le nouvel
ordre mondial.**

symptomatiques des temps nouveaux – l’essor de la chaise pliante, la customisation de masse, l’obsession de la notation, les réflexions sur l’impact de l’architecture et du design social sur l’égalité de genre.

TROIS LEITMOTIV EN FORME DE RADICALITÉS POSITIVES

Y a-t-il dans cette polyphonie quelque leitmotiv qui ressorte, une ou plusieurs lignes mélodiques qui, structurant l’ensemble, nous font davantage prêter l’oreille ? Trois leitmotiv peuvent être identifiés :

Le premier leitmotiv : nous sommes décidément arrivés à l’âge des limites. Dans bien des domaines, finitude et incertitude se mêlent pour brouiller la lecture et la marche des choses, créant des tensions et des séparatismes toujours plus vifs. Échéances climatiques de plus en plus affirmées, crise de la délibération exprimée sous de multiples figures (du complotisme au rapport à la science), phygitalisation de nos vies incessamment ballottées entre réel et virtuel, recomposition des lieux, tensions entre générations, fonctionnement en archipels, « terrorisme du coin de la rue »..., la société vit sous tension. Les humains échangent en temps réel des signaux aussi forts qu’ils sont instantanés et contradictoires, rendant toujours plus délicat l’exercice pourtant indispensable d’une lecture commune du monde, et d’un récit partagé du progrès. S’il faut sans tarder « réencastrier l’humanité dans ses limites planétaires » puisque des signaux d’alarmes partout se font entendre, comment le faire en état de perpétuelle incertitude ?

Le deuxième leitmotiv : ces incertitudes et blocages se produisent dans une ère systémique dictée par le vivant. « Tout se tient, tout est lié » est le trait commun de nombreux regards portés dans ce cahier sur des sujets pourtant si différents, et les interdépendances partout éclatent. Géomimétisme, animisme, économie symbiotique, écologie intégrale, « One Health », système technicien analysé autour du numérique, réen-sauvagement, dépassements de l’effondrement, lieux infinis..., tous ces aspects et bien d’autres affirment le même trait majeur de l’époque, que notre monde est un, dont tous les éléments sont interdépendants les uns avec les autres, et doivent donc se réguler ensemble, en cohérence, dans une approche systémique. Rien n’est plus central aujourd’hui

dans la conduite et la compréhension du monde qu'une notion comme l'interconnexion, sans parler de la coopération, des interrelations, de la symbiose, qui traversent dans ses grandes largeurs le champ de la pensée, toutes disciplines confondues. En dépit d'une certaine tendance au réductionnisme dans les sciences, tous les mouvements qui se dessinent ici nous rappellent la nécessité d'une action politique globale, prenant en compte chaque élément du monde vivant qui, à des niveaux différents, conditionne notre avenir commun.

Le troisième leitmotiv : les défis qui l'assaillent de toute part laissent l'homme de plus en plus seul, dans des collectifs qui sans cesse se recomposent, faisant de la conquête de l'autonomie la plus essentielle de ses échéances. La symbolique est forte du passage du banc à la chaise pliante, d'un espace fixe et collectif à un artefact mobile et individuel. Hyper-connexion, marqueurs identitaires, communautés d'autant plus affirmées qu'elles sont volatiles, appropriations culturelles, corporéité et customisation, création de nouveaux circuits courts de la sociabilité, capitalisme d'intérêt général..., « les sujets en quête d'autonomie fantasment une libération qui garantirait à nouveau la réalité¹ ». Tout se tient : pour que le monde redevienne monde, il faut que l'homme retrouve une lecture de lui-même au sein d'espaces profondément recomposés. Pour répondre à l'injonction de réguler à nouveau des systèmes qui le dépassent, l'humain doit retrouver les voies et les moyens de sa propre régulation.

Ce cahier 2021 dit bien que « l'affrontement pour la suprématie des futurs² » est lancé. S'affirment alors les radicalités positives, c'est-à-dire des visions et propositions radicales qui tiennent compte des trois leitmotiv venant d'être énoncés : l'atteinte de l'âge des limites, l'entrée dans une ère systémique dictée par le vivant, la bataille de l'homme pour (re)conquérir son autonomie. Le temps presse et les enjeux sont lourds, donc chaque idée est précieuse. Puisque, dans cet « âge du faire », malgré les intentions affichées, « les idées neuves sont comme des lucioles qui peuvent à tout moment s'éteindre ».

1. Voir chapitre « Complotisme » d'Eva Illouz dans ce cahier.

2. Voir chapitre « Futurologie » de Fanny Parise dans ce cahier.

ART

CORRECT

**Une guerre des images, indexée
à une guerre des identités,
menace les circuits du monde
de l'art, rattrapé par les tensions
culturelles et morales de l'époque.**

JEAN-MARIE DURAND

Journaliste

Par-delà l'autonomie de ses enjeux esthétiques, le champ de l'art fonctionne comme un sismographe du temps présent. Parce qu'il donne forme aux idées et aux affects qui définissent l'époque, l'art concentre en lui ce qui fragilise – ou renforce – l'idée du bien commun. Concentrant à l'intérieur de ses frontières certains des sujets qui agitent la société dans ses profondeurs secrètes, le monde de l'art fait résonner des débats qui divisent les acteurs sociaux sur des points de tension touchant aux modes d'expression, aux mémoires collectives, aux identités culturelles, aux minorités ignorées... Par essence concernés par les questions de représentation et de récit (de soi, du monde, des autres), les artistes et ceux qui les entourent – curators, directeurs de musées et de galeries, historiens de l'art... – sont aujourd'hui embarqués dans des problématiques qui, excédant le cadre de leurs propres gestes, concernent l'ensemble des citoyens. Que peut-on dire, raconter, représenter de la réalité de groupes sociaux dont on ne

partage pas la vie et l'histoire? Comment faire place à des individus longtemps invisibilisés tout en respectant leurs douleurs passées? Il n'y a rien de plus sensible et radioactif dans le champ de l'art actuel que ce sujet de l'altérité qui procède autant d'un registre moral que d'un régime esthétique. Souvent reliés par la force des choses, l'art et la politique se confondent dans une même difficulté à honorer avec justesse et justice des histoires longtemps tues.



Il n'y a rien de plus sensible et radioactif dans le champ de l'art actuel que ce sujet de l'altérité qui procède autant d'un registre moral que d'un régime esthétique.

Dès le début des années 2010, on a ainsi entendu des artistes réclamant une attention plus fine et respectueuse aux cultures minoritaires, exigeant notamment de ne pas parler en leur nom. On se souvient, par exemple, qu'en 2017, lors de la Biennale du Whitney Museum de New York, une lettre ouverte écrite par l'artiste britannique Hannah Black se demandait quelle était la légitimité d'une

artiste blanche, Dana Schutz, à utiliser dans ses toiles « la douleur noire comme un matériau brut », sans en connaître elle-même les enjeux concrets. Autre polémique notoire : le peintre Kelley Walker, qui s'approprie des images de mannequins noires et d'émeutes raciales recouvertes de jets de dentifrice blanc ou de chocolat, a scandalisé les visiteurs du musée de Saint-Louis et provoqué la démission du curator, posant la question de savoir ce qu'un musée peut s'autoriser à exposer sans prendre en considération la sensibilité à vif d'une population locale concernée par la question des violences policières.

À cette logique épineuse de l'appropriation culturelle, maintes fois répétée dans des polémiques successives, est venue s'ajouter en 2020 une couche supplémentaire sur l'édifice des valeurs démocratiques mises à mal dans le champ de la création artistique : appeler à effacer la parole de ceux qui s'égarer dans des gestes offensant les minorités. Au nom de cette « culture de l'annulation » procédant d'une exigence morale, des citoyens, artistes ou militants ont contraint des directeurs d'institution et de musée à démissionner ces derniers mois (à San Francisco, Cleveland, Detroit...), ou simplement à reporter des expositions (la rétrospective du peintre Philip Guston prévue dans quatre musées anglo-saxons, alors même que le peintre rend visible

dans ses toiles la question de la domination blanche à l'égard des Noirs). Simplement au nom du fait qu'elles heurtaient la sensibilité de la communauté afro-américaine.

Le contexte particulièrement tendu des violences policières à l'égard des Noirs durant cette année 2020 (meurtre de George Floyd...), dénoncé par le mouvement « Black Lives Matter », réactiva, il est vrai, la critique du système culturel américain au cœur d'un discours plus général contre les politiques de la domination : seulement 4 % des directeurs, conservateurs ou médiateurs sont noirs, alors que les Noirs représentent plus de 13 % de la population américaine.

Avec passion, et parfois dans une grande confusion (des idées, des arguments), la « cancel culture » fait ainsi l'objet depuis des mois de nombreuses réflexions dans l'espace universitaire, mais aussi dans celui de l'art et de la politique. Les positions semblent polarisées entre, d'un côté, la critique de ses effets et, de l'autre côté, une forme de relativisation de ses excès supposés et un rappel politique des injustices qu'elle met en lumière. On peut distinguer trois types d'intervention autour de ce sujet. Il y a ceux qui dénoncent sévèrement la menace grave sur la liberté d'expression, la « police de la pensée », la dénonciation anonyme, l'injure *ad hominem*. À l'opposé, se trouvent ceux qui se disent excédés par l'impunité du pouvoir et la passivité des institutions face au racisme, à l'injustice sociale, au sexisme, à l'homophobie, etc. Ces derniers soutiennent la nécessité d'une riposte politique à une modalité de gouvernement et à une culture de la discrimination à l'égard des minorités. Enfin, il y a ceux qui affirment que la « cancel culture » n'est en fait ni une culture ni une annulation, mais simplement une forme d'activisme à l'heure des réseaux sociaux, prolongeant une longue histoire de luttes politiques.

Enchâssé dans cette grande controverse autour de la « cancel culture », elle-même symptomatique des failles mémorielles, culturelles et sociales des démocraties modernes, le champ de l'art apparaît donc à la fois ciblé et menacé. Accusé de complicité avec la culture dominante, d'aveuglement face à la réalité d'une histoire



Au nom de cette « culture de l'annulation » procédant d'une exigence morale, des citoyens, artistes ou militants ont contraint des directeurs d'institution et de musée à démissionner ces derniers mois.

sociale pleine de trous et d'oublis (y compris l'histoire de l'art elle-même), il se raidit et se fige, comme pétrifié par des attaques qui, en dépit de leurs excès, le confrontent à ses manquements passés. Ce qu'il ne parvient plus à inventer, c'est un récit commun et inclusif, permettant à la fois de revendiquer le droit imprescriptible à la liberté d'expression tout en prenant acte des frustrations et du désir de reconnaissance des minorités méprisées par un système patriarcal ou post-colonial. La majorité des artistes contemporains intègrent pourtant largement dans leurs œuvres ces enjeux de mémoire et d'identités culturelles, soit dominées, soit hybrides, soit de « sang mêlé », pour reprendre le titre d'une exposition au Mac/Val à Vitry en 2017. Comme l'analysait dès 2005 l'historien de l'art Hal Foster dans son livre *Le Retour du réel. Situation actuelle de l'avant-garde*, les artistes du début du ^{xxi}^e siècle font des « politiques de l'altérité et des identités culturelles la matière principale de leurs œuvres ».



Ce qui menace
sensiblement le monde

de l'art dans le contexte
actuel de crispations morales
et politiques, ce sont donc
moins les œuvres des artistes
eux-mêmes que les règles
implicites et les valeurs propres
au champ institutionnel, rendu
craintif par les débats qui
l'entourent.

Avec l'autre grand sujet du moment – l'anthropocène et le vivant, comme objet de réflexion et de représentation sur la scène contemporaine –, les identités culturelles, suggèrent les artistes, sont toujours en train de se transformer et de muter, illustrant le propos du philosophe Jacques Derrida : « Le propre d'une culture, c'est de ne pas être identique à elle-même¹. »

Ce qui menace sensiblement le monde de l'art dans le contexte actuel de crispations morales et politiques, ce sont donc moins les œuvres des artistes eux-mêmes que les règles implicites et les valeurs propres au champ institutionnel, rendu craintif par les débats qui l'entourent. Ce qui le guette n'est qu'un transfert implicite du politiquement correct vers un art correct. Autrement dit, d'un discours policé à des formes neutralisées, d'une pulsion négative d'effacement à un appel à déboulonner des statues (qui ne relèvent pas exactement de la création artistique

1. Jacques Derrida, *L'Autre Cap*, Paris, Éditions de Minuit, 1991.

mais qui restent parfois la trace d'un passé colonial, il est vrai) et à rayer de la carte artistique des formes qui échapperaient à ce que la philosophe Carole Talon-Hugon appelle un « tournant moralisateur » de l'art contemporain¹.

Ce contexte actuel d'une tension politique et historique dont le monde de l'art est un réceptacle privilégié ne doit pas occulter un phénomène sensible depuis une dizaine d'années : la diversification des profils des artistes et une réécriture de l'histoire de l'art à travers la réhabilitation massive de plasticiens et de pratiques laissés dans l'ombre. Le critique et curator Nicolas Bourriaud en prenait acte dans une tribune parue dans *Beaux-Arts* en décembre 2020; selon lui, notre culture semble même « être devenue rétroactive, tournant ses efforts sur le passé davantage que vers l'avenir² ». Si l'art contemporain fouille ses caves et ses greniers, dans un geste de réhabilitation nécessaire bien que tardif de tout un pan invisibilisé de l'histoire de l'art (comme le signalait l'exposition séminale « Les magiciens de la terre », au Centre Pompidou et à la Villette en 1989), la menace d'une guerre des images, indexée à une guerre des identités, flotte dans les circuits du monde de l'art. Pas forcément formulées selon des termes renvoyant à cette logique de l'affrontement, mais habitées par des formes de ressentiment et de frustration, les exigences et revendications pèsent sur le paysage institutionnel de l'art, qui, déjà lourdement marqué par les effets de la crise liée au Covid-19 (remettant en cause l'ensemble de ses modes d'existence économiques), tremble sous les effets d'une colère souvent légitime et d'une intimidation parfois problématique. Or, comme le remarque justement Nicolas Bourriaud, « loin de la juxtaposition de niches séparées, la tornade féministe et décoloniale qui secoue le monde de l'art doit aboutir à un récit partagé et pluriel³ ». C'est à ce récit partagé et pluriel que le paysage de l'art aura intérêt à s'accrocher dans les années à venir, pour conjurer l'horizon menaçant de sa liquéfaction normative et de sa frilosité programmatique.

1. Voir Carole Talon-Hugon, *L'Art sous contrôle*, Paris, Presses universitaires de France, 2019.

2. Nicolas Bourriaud, « Plaidoyer pour un art universel » *Beaux-Arts*, décembre 2020.

3. Nicolas Bourriaud, *op. cit.*

BOOMERANG (GÉNÉRATION)

Des « parasites » aux « néo-Tanguy » : pourquoi la crise nous oblige à repenser collectivement le schéma transitionnel de passage à l'âge adulte et les relations entre générations.

ELENA SCAPPATICCI

Journaliste, responsable éditoriale

Connaissez-vous les « *parasaito shinguru* » – littéralement les « parasites célibataires » ? Apparu dans la foulée de la bulle spéculative japonaise de 1985 (la fameuse « *baburu keiki* »), nourri par la grave crise économique des années 1990, ce concept un brin moralisateur désignait, selon son créateur, Masahiro Yamada, professeur de sociologie à l'université Tokyo Gakugei, ces jeunes célibataires japonais ayant fait le choix de retourner vivre chez leurs parents avec comme but affiché, selon lui, de « profiter d'une vie insouciant et confortable ». Petit rectificatif *a posteriori* : ce retour au bercail forcé et contraint de centaines de milliers de jeunes actifs constituait surtout le premier effet social visible des conséquences désastreuses de la « *baburu keiki* ». D'abord pétrifiée face à l'invasion de ces néo-Tanguy, la société japonaise a dû se résigner à voir le phénomène s'amplifier à

mesure que la crise économique perdurait : en 2000, le Japon recensait environ 10 millions de « *parasaito shinguru* »¹.

Si, contrairement au Japon, la France a relativement bien résisté à cette tendance, l'explosion, depuis quinze ans, des prix de l'immobilier dans les métropoles – à la vente comme à la location – couplée au recul toujours plus lointain de l'âge d'accès au premier emploi stable (vingt-sept ans aujourd'hui) a fait reculer l'âge de la décohabitation, qui est passé de vingt et un ans, en 2001, à vingt-trois ans, en 2015. Et probablement bien plus en 2021.

Évidemment, face au phénomène, tous les jeunes Français ne sont pas logés à la même enseigne. Pour le sociologue Louis Chauvel, le phénomène est indissociable du déclassement des classes moyennes, dont il a fait le cœur de ses recherches : « Le nerf de la guerre sociale qui se livre actuellement, c'est la capacité de ces jeunes actifs à payer eux-mêmes leur loyer ou à être propriétaires de leur logement. La distinction ne se fait plus sur la profession mais sur le patrimoine immobilier. Dans les métropoles, de plus en plus d'enfants des classes moyennes supérieures habitent dans des appartements achetés par leurs parents, mais pour tout un ventre mou qui va des classes ouvrières à la "fourchette" basse de la classe moyenne, cette stratégie est devenue absolument impossible². »

LA CRISE LIÉE AU COVID-19, PUISSANT ACCÉLÉRATEUR DU PHÉNOMÈNE

La crise liée au Covid-19 a constitué un puissant révélateur de cette nouvelle stratification de classe basée sur la capacité – ou non – à pouvoir se loger : à titre indicatif, rien qu'à Paris, selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès³, 28 % des moins de trente-cinq ans auraient été contraints d'abandonner leurs logements loués à des coûts exorbitants

1. Frédérique Amaoua, « Au Japon, la génération "célibataires parasites" », *Libération*, 17 avril 2000.

2. Entretien avec l'auteur.

3. Jean-Laurent Cassely et Jérôme Fourquet, *L'exode sanitaire : nouvelle manifestation de la sécession des catégories supérieures*, Fondation Jean-Jaurès, 27 mars 2020.

durant le premier confinement, la plupart pour rejoindre le domicile parental. Le phénomène touche avec la même force l'ensemble de la société occidentale : aux États-Unis, on estime qu'environ 3 millions de jeunes Américains ont déjà vécu ce retour au bercail forcé – selon les données disponibles en juillet 2020¹. Si le terme de « parasite » n'est plus tout à fait en vogue (Dieu merci), une autre appellation ayant le mérite de la neutralité axiologique – à défaut de l'originalité – lui a succédé pour désigner le phénomène – celui de « génération boomerang ». Mais sa dépréciation morale demeure toujours extrêmement prégnante dans les mentalités.

Selon Louis Chauvel, une telle défiance collective face au phénomène doit principalement au maintien de perceptions obsolètes du schéma transitionnel vers l'âge adulte : « Dans les années 1970, analyse-t-il, le modèle dominant [...] était fondé sur une transition presque immédiate des études, le plus souvent courtes, au monde du travail. D'un point de vue familial, l'indépendance résidentielle était rapide, en raison du coût modéré des logements en regard du niveau des salaires, et la génération était véritablement adulte dès l'âge de vingt-cinq ans [...]. Si ce modèle, maintenant plus éclaté, plus souvent réversible, s'éloigne dans le temps, il reste la figure de référence d'une transition aboutie dans la vie². »

LA COHABITATION DES GÉNÉRATIONS, UNE ABERRATION ?

Mais qu'on se console : cette défiance française face à nos nouveaux Tanguy n'est rien comparée au regard que portent les Américains sur la « faillite » sociale de leur progéniture. Comme le résume lucidement – et cruellement – une jeune Américaine sur Twitter, outre-Atlantique, la cohabitation des générations demeure une « aberration » : « Les baby-boomers veulent des enfants, mais surtout pas que ceux-ci

1. Alice Huot, « Génération Boomerang : les jeunes retournent chez leurs parents, et pas seulement à cause de la crise », L'ADN, 6 juillet 2020.

2. Louis Chauvel, « Jeunes générations, inégalités et problèmes sociaux : chômeurs, décrocheurs, Neets, au Luxembourg et chez nos voisins », dans *Sozialalmanach Inegaliteiten*, Caritas, 2016, pp. 287-304.

se mettent en travers de leurs propres vies. Les enfants sont essentiellement quelque chose “que vous avez eu”, pas que “vous avez”. Vous avez fait votre part, maintenant ils doivent s'en sortir. »

On mesure encore mal l'impact psychologique que peut avoir un tel écart entre la résistance de ces perceptions et l'incapacité concrète, pour une grande majorité de jeunes diplômés, à réaliser ces attendus sociétaux. Mais, pour Louis Chauvel, il existe d'ores et déjà une « relation pathologique entre le modèle social reçu et la réalité à laquelle sont actuellement confrontés les jeunes Occidentaux » – un phénomène qu'il qualifie « d'effet cicatrice¹ ». Peu optimiste, le sociologue prédit l'émergence imminente d'une génération d'« *hikikomori* » européens. Le terme, également japonais, désigne ces jeunes – des hommes dans l'immense majorité – âgés de quinze à vingt-cinq ans qui vivent cloîtrés chez leurs parents, sans travailler ni poursuivre d'études ou entamer de démarche de formation. Au Japon, le phénomène touche environ un demi-million de personnes. Et il prendrait de l'ampleur en France.

« NI FOU NI HAINEUX », MAIS PROFONDÉMENT DÉBOUSSOLÉS

« Ni fou ni haineux », l'un d'eux, interrogé par la journaliste Virginie Skrzyniarz dans son enquête parue dans *L'Express* en février 2019, avouait « ne pas avoir la force de se battre pour se faire une place dans la société² ». « Ermites des temps modernes », ces « *hikikomoris* » gaulois n'ont pas toujours de pathologies identifiées, mais, chez beaucoup, cette claustration volontaire s'accompagne de nombreuses phobies, de troubles alimentaires et, dans les cas les plus graves, de pensées morbides. « C'est comme si ces jeunes gens n'arrivaient pas à devenir des adultes », note la psychanalyste Natacha Vellut, interviewée par Virginie Skrzyniarz. « Déboussolés par les injonctions sociales qui pèseraient sur les jeunes mâles, ceux-là préféreraient s'arrêter au seuil de la vie adulte, sans y entrer. »

1. Entretien avec l'auteur.

2. Virginie Skrzyniarz, « Reclus et sans projet : qui sont les Hikikomori français? », *L'Express*, 3 février 2019.